

Sud Ouest, 2 avril 2004

**CAMPUS.** Le problème des ressources en eau hier aux « Rencontres Sciences-Po/ Sud-Ouest »

## L'eau, ressource rare



Sylvie Brunel et Pierre-Frédéric Ténrière-Buchot (à gauche), deux des invités, en compagnie de notre confrère Thierry Magnol et d'une étudiante de Sciences-Po

PHOTO THIERRY DAVID

■ A priori, l'eau ne manque pas. Mais l'inégalité de sa répartition dans le monde, la croissance démographique, le changement de climat et la pollution font de la disponibilité des ressources et de son partage un enjeu de plus en plus critique.

Deux géographes (Yves Lacoste et Georges Mutin), deux experts (Larbi Bougerra pour l'OMS et Pierre-Frédéric Ténrière-Buchot pour le Conseil mondial de l'eau), une spécialiste de l'humanaire (Sylvie Brunel), un grand patron (Bernard Guirkingier de la Lyonnaise des eaux) et un élu local (Gérard Chausset, conseiller communautaire des Verts à Mégnac), ont confronté leurs points de vue hier sur ces sujets lors de deux tables rondes à l'IEP de Talence dans le cadre des « Rencontres Sciences-Po/Sud-Ouest ».

La question se pose de façon moins aigue en Gironde qu'en Égypte, en Palestine ou en Chine mais les ressources en eau ne sont pas inépuisables non plus dans le sous-sol aquitain où les Girondins puisent 98 % des 300 millions de m<sup>3</sup> consommés chaque année. « On sait que la ponction dans la nappe éocène, la plus profonde et la plus sollicitée, dépasse de 20 millions de m<sup>3</sup> par an ce qui serait raisonnable et le risque d'intrusion d'eau salée est de plus en plus grand », a rappelé Gérard Chausset.

« **Marchands d'eau** ». Lors de la

table ronde sur « les conflits de l'eau », le dialogue entre l'élu vert et le patron de Lyonnaise des eaux est resté très courtois, mais on sentait la divergence des points de vue. « Pour nous, l'eau n'est pas une marchandise, nous rendons un service public sous la responsabilité des services publics », a rappelé Bernard Guirkingier qui s'est vertement défendu de représenter la corporation des « marchands d'eau », soulignant le poids des investissements à réaliser pour fournir au consommateur un service de qualité.

L'élu écologiste en a convenu, mais en rappelant que les bénéfices de la distribution de l'eau servait à bien d'autres investissements (téléphonie, déchets, etc...) et que le secteur ne se caractérisait pas par sa transparence : « dans un département où vous (la Lyonnaise) êtes en quasi monopole avec 100 contrats locaux sur 120, le prix au m<sup>3</sup> varie de 1,15 à 5,40€ selon les endroits », a pointé Gérard Chausset pour qui il y a urgence à associer davantage les citoyens à la gestion de l'eau.

Les intervenants sont tombés d'accord pour souligner que l'avenir passait par un réexamen par chacun de son mode de consommation afin de préserver la ressource et de stopper ce qui, en Gironde comme ailleurs, ressemble à une fuite... en avant.

: **Christophe Lucet**

**RENCONTRES SCIENCES PO/SUD OUEST** . L'inégalité du partage de la ressource mondiale est grosse de conflits, pas seulement dans les pays du Sud. « L'enjeu est global, mais les problèmes sont régionaux »

# La menace des « guerres pour l'eau » se précise

■ 600 litres/jour par Américain d'un côté, 1,3 milliard de gens sans accès à l'eau potable de l'autre : l'inégalité devant la ressource la plus vitale est criante. Et quand la Californie manque d'eau pour remplir ses piscines, l'enjeu de ses négociations avec le Canada n'a rien de comparable au bras de fer qui oppose l'Égypte aux autres pays riverains du Nil pour savoir comment assurer à l'avenir les besoins de base de 300 millions d'Africains.

Les invités aux tables rondes organisées hier par Sciences Po et

« Sud-Ouest » en conviennent : le XXI<sup>e</sup> siècle verra des conflits sur l'eau. Comment Irak et Syrie réagiront-ils à la diminution du débit du Tigre et de l'Euphrate quand Ankara aura terminé ses grands barrages anatoliens ? Car les vases ne communiquent pas : « L'enjeu est global mais les problèmes sont régionaux ou locaux », a rappelé le géographe lyonnais Georges Mutin. Les économies d'eau des Européens ne régleront ni la pénurie chinoise ni celle d'Israël dont la dépendance (70 % de son eau vient du Golan occupé ou de l'aquifère de

Cisjordanie) explique en bonne part la stratégie.

**« Pas une marchandise »**. Dans certains pays (Égypte, Maroc), toute l'eau disponible est déjà mobilisée pour l'irrigation. Seule solution : mieux l'utiliser. « Un coton nourri en eau à 75 % de ses besoins ne perd que 10 % de rendement », note Larbi Bouguerra, expert à l'OMS. Mais le Tunisien d'ajouter : « La pollution industrielle des eaux, qui n'épargne pas le Sud, impose la remise en question de nos modes de vie consuméristes où l'eau est par-

tout : il en faut 2 500 litres pour faire une couche pour bébé. »

Les barrages ? Leur nécessité saute aux yeux du géographe Yves Lacoste. Et l'« humanitaire » Sylvie Brunel convient que si 500 retenues d'eau sont en chantier dans le monde, ce n'est pas juste pour ennuyer les écologistes. Elu vert en Gironde, Gérard Chausset a rappelé que l'eau n'était pas « une marchandise comme une autre », sans soulever d'objections du patron de la Lyonnaise des eaux, Bernard Guirkinger...

**: Christophe Lucet**

## L'eau est à nous

■ Les Verts-Gironde et d'autres associations sont heureux de vous annoncer la naissance d'un collectif baptisé « L'eau est à nous ». La constitution de ce collectif sera officialisée le 26 avril, à 18 heures, salle municipale Roger-Cohé. La naissance de ce collectif a été accélérée par le succès d'un récent café citoyen, organisé précisément à Pessac, et consacré à l'eau. « Si les Verts ne s'occupaient pas de l'eau, on les accuserait de ne pas faire leur boulot », explique Gérard Chausset, élu à Mérignac et à la Communauté urbaine. « L'eau pose des problèmes environnementaux, économiques et sociaux, ajoute-t-il. C'est un sujet

2-14 ► **Sud Ouest**  
Mercredi 14 avril 2004

à la fois universel et local. » Le collectif se consacrera surtout aux problèmes locaux, à commencer par les contrats de la Lyonnaise des eaux avec nombre de collectivités locales, dont la CUB. « Il ne faut plus que l'eau soit considérée comme une marchandise. Pour gagner de l'argent, la Lyonnaise pousse à la consommation », ajoute Gérard Chausset, pour qui les grandes sociétés de distribution doivent pouvoir « assurer leur rentabilité sans épuiser les ressources ».

Collectif « L'eau est à nous ».